

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2008)
Heft: 1770

Artikel: Agriculture : le vent de la liberté : l'accord de libre-échange agricole avec l'UE sort du purgatoire car l'avenir est à l'exportation
Autor: Tille, Albert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012421>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

une forte opposition, ses adversaires estimant avoir déjà assez donné avec la perte de plusieurs centaines de millions que va provoquer la réforme

maintenant adoptée. Un pilotage de la politique fiscale marqué par l'amateurisme. Quant aux cantons qui ont consenti à n'imposer que 20 à

25% des dividendes, le résultat de la votation fédérale ne les met pas à l'abri des foudres du Tribunal fédéral.

Agriculture: le vent de la liberté

L'accord de libre-échange agricole avec l'UE sort du purgatoire car l'avenir est à l'exportation

Albert Tille (26 février 2008)

L'agriculture suisse, la plus protégée au monde, pourrait ouvrir ses frontières à l'Europe. Un accord de libre-échange (ALEA) avec Bruxelles n'est pas encore conclu (DP 1748). Mais une série d'événements récents fait penser que l'inimaginable devient possible. Le dégel a commencé il y a quinze ans déjà. Sous la pression des accords internationaux de l'OMC, la Suisse a décidé de se rapprocher progressivement des prix agricoles européens. La baisse du franc face à l'euro a accéléré la tendance. Le cours mondial des matières premières agricoles qui paraît durablement à la hausse a encore amenuisé la différence entre la Suisse et l'Union. Le prix du lait a certes gagné quelques centimes en Suisse, mais dans une moindre mesure qu'en Europe (DP 1749). Le fossé autrefois béant se comble, même pour les céréales où les différences restent malgré tout importantes. Pour ces raisons économiques, le saut vers la libéralisation paraît donc moins vertigineux. L'éviction du patron de l'UDC semble avoir redonné quelque audace aux autres partis

gouvernementaux ainsi qu'au Conseil fédéral. La semaine passée, l'ALEA est sorti du frigo où on l'avait relégué avant les élections fédérales.

La large majorité des agriculteurs reste certainement hostile à un alignement sur les conditions européennes. Le contraire serait surprenant. Les baisses de prix amputeraient lourdement le revenu des paysans. Les responsables des organisations agricoles le font savoir haut et fort. Mais plusieurs d'entre eux confessent, en privé, que l'avenir de l'agriculture suisse se situe auprès des 500 millions de consommateurs européens. Et les spécialistes qui n'ont plus de charges officielles le disent ouvertement sur le site du Groupe pour une politique agricole offensive. L'avenir est à l'exportation car le petit marché suisse ne peut que s'étioiler sous les coups de boutoir de l'OMC, des consommateurs qui achètent toujours plus de produits étrangers et des industries alimentaires à la recherche de matières premières meilleur marché.

Plusieurs pistes mènent au grand marché. Des exploitations plus grandes et donc plus rentables atténueront les effets de la baisse des prix. Berne pourrait accorder une aide sociale à la cessation d'activité des paysans. Un tel soutien, cela dit en passant, n'a jamais été décidé par le passé pour venir en aide aux boutiquiers ou aux artisans vaincus par la concurrence. D'autres mesures accompagneront l'ouverture des frontières comme la revalorisation des paiements directs ou la pression sur les coûts de production. Mais la voie royale vers le grand marché, c'est la qualité des produits. Il sera facile de trouver, parmi les consommateurs européens exigeants, des niches pour les produits du terroir, dotés, de surcroît, du célèbre label helvétique. L'agriculture suisse pourra aussi bénéficier de la demande insatisfaite de produits biologiques. Les recettes qui assurent depuis des décennies le succès de l'industrie d'exportation doivent également fonctionner pour l'agriculture.